



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



agence nationale
de la cohésion
des territoires

Informations générales

Email de contact : helene.guegan@ille-et-vilaine.gouv.fr

Date de signature du CRTE : 15 décembre 2021

Nature juridique de la structure porteuse : Communauté d'Agglomération

Nom de la structure porteuse : Redon Agglomération

Si protocole de préfiguration : date de signature : None

Signataires

Nature des signataires du CRTE :

- nom : CA Redon Agglomération, SIREN : 243500741, nature : CA
- nom : Pays de la Loire, SIREN : 52, nature : region
- nom : Ille-et-Vilaine, SIREN : 35, nature : departement
- nom : Loire-Atlantique, SIREN : 44, nature : departement
- Banque des territoires

Stratégie

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

- Projet alimentaire territorial
- SAGE
- PAPI
- PLH
- PCAET

Liste des contrats figurant dans le CRTE :

- Contrat local de Santé
- Convention Territoires zéro chômeur de longue durée
- ORT
- OPAH
- Convention globale CAF

Liste des programmes de l'ANCT intégrés :



- Action cœur de ville
- France services
- Petites villes de demain
- Territoires d'industrie

Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs... :

- Orientation 1: Bien vivre ensemble à tous les âges. Objectifs: proposer nouvelles formes d'habitat; pratiques plus vertueuses en termes de santé, écologie, consommation énergétique, déplacement et sobriété foncière; préserver richesse et diversité activités culturelles, sportives, sociales, touristiques et de loisirs, les rendre accessible à tous, faciliter l'égalité des chances; accompagner les citoyens à tous les âges; accompagner aux nouvelles technologies, faciliter la digitalisation; promouvoir la santé et le bien être; accompagner la mise en oeuvre d'un centre hospitalier d'excellence en médecine, chirurgie et obstétrique et favoriser l'accueil de nouveaux professionnels de ville
- Orientation 2: relever les défis de la transition écologique. Objectifs: expérimenter de nouvelles manières de consommer l'énergie pour réduire la quantité utilisée; développer mobilité décarbonnée; expérimenter des techniques d'économies des ressources; réduire l'impact des rejets d'assainissement et distribuer une eau potable de qualité. Reconquérir la biodiversité et la qualité des milieux aquatiques; développer une offre et une consommation alimentaire locale de qualité, accompagner la transition vers une agriculture saine et durable; adapter les aménagements et les équipements au changement climatique et se préparer à la gestion de phénomènes climatiques extrême
- Orientation 3: accompagner l'économie innovante, de proximité. Objectifs: encourager les activités économiques qui accompagnent les transitions écologiques et culturelles par de nouveaux services et technologies; favoriser la commercialisation en circuit court et la transformation locale dans des produits agricoles; soutenir l'enseignement supérieur pour répondre aux besoins des entreprises du territoire, enrichir l'offre locale de formation accessible à tous, à tout moment du parcours de vie; essaimer la culture scientifique et la nécessité de mettre les innovations au service de la solidarité du territoire; favoriser l'innovation sociale et solidaire au service des transitions
- Orientation 4: Coopérer et s'appuyer sur nos initiatives et savoir-faire pour relever les défis. Objectifs: partager les expérimentations, les mobilisations locales; changer les pratiques sur la mobilité, l'alimentation, la consommation énergétique; la coopération entre les communes et l'agglomération sera encouragée et développée, de même qu'avec

les territoires voisins, comme l'Alliance intermétropolitaine; acculturation au décloisonnement des approches est en cours de déploiement et des outils expérimentaux sont élaborés

Réalisation d'un diagnostic initial du territoire : Oui

Mise à jour du projet de territoire avec l'élaboration du CRTE : Oui

Plan d'action

Domaines d'action publique couverts :

- Circuits courts agricoles
- Restauration et alimentation durable
- Infrastructure(s) et réseaux (numérique, eau, chaleur...)
- Opération de requalification (friches...)
- Connaissance et protection de la biodiversité et milieux naturels
- Gestion des risques (inondations...)
- Gestion quantitative et qualitative de l'eau
- Gestion, valorisation des déchets, réemploi
- Economie sociale et solidaire
- Emploi et Insertion
- Economie, production et consommation durable
- Production d'énergies renouvelables
- Efficacité énergétique
- Mobilités douces
- Véhicules électriques, hybrides, GNV, bornes de recharge...
- Culture et patrimoine
- Education
- Usages et inclusion numériques
- Formation professionnelle
- Santé et soins
- Vivre ensemble, interdépendance et solidarité

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : 55

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : 98

Gouvernance et évaluation

composition du COPIL :

- Préfet du département
- Président de Redon Agglomération
- services de l'Etat
- Ademe
- Caisse des dépôts
- Conseil départemental
- conseil régional

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées :

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COPIL : None

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : None

Liste des partenaires socio-économiques :

Démarches de co-construction du CRTE : None

Existence d'un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : Non

Domaines d'action publique de la coopération interterritoriale :

Définition d'indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : NC

État des lieux écologique renseigné à l'aune des 13 indicateurs du socle national : Oui

Recours à la grille d'analyse ex-ante des actions :

Ingénierie et financement

Recrutement d'un chef de projet / chargé de mission dédié : Non

Recrutement d'un volontaire territorial en administration : Non

Mobilisation de l'ingénierie locale : None

Mobilisation d'une ingénierie externe :

- NON

Existence d'une maquette financière annexée (ou d'un état récapitulatif des différents financements) au jour de la signature du contrat : Oui

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de fonctionnement : -€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses d'investissement : 19.48M€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : -€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs Plan de relance : 4.07M€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : 2.66M€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : -€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : -
€